



**FR**

Cette action est financée par l'Union européenne

**ANNEXE 3**

de la décision de la Commission relative au programme d'action annuel 2016 en faveur de la République du Niger à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement

**Document relatif à l'action pour le contrat de réforme sectorielle dans le secteur de l'éducation (CRS Education)**

<b>1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS</b>	Contrat de réforme sectorielle dans le secteur de l'éducation (CRS Education) Numéro CRIS: NE/FED/038-233 financé par le 11 <sup>e</sup> Fonds européen de développement			
<b>2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation</b>	Niger			
<b>3. Document de programmation</b>	Programme Indicatif National (PIN) 11 <sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED) Niger (2014-2020)			
<b>4. Secteur de concentration/domaine thématique</b>	Education			
<b>5. Montants concernés</b>	Coût total estimé: 77 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED : 77 000 000 EUR dont 72 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et 5 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire			
<b>6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre</b>	Appui budgétaire Gestion directe – Contrat de Réforme sectorielle Modalité de projet – Passation de marchés de services			
<b>7. Code(s) CAD</b>	11110 – Politique de l'éducation et gestion administrative			
<b>8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)</b>	<b>Objectif stratégique général</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	X		
	Aide à l'environnement	X		
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)		X	
	Développement du commerce	X		
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X		

	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X		
	Lutte contre la désertification	X		
	Atténuation du changement climatique	X		
	Adaptation au changement climatique	X		
<b>9. Domaine d'intervention du Plan d'action de La Valette</b>	Domaine 1.1: Investir dans le développement et l'éradication de la pauvreté			

## **RÉSUMÉ**

Le Niger est en train de vivre une vraie explosion démographique, avec un taux de croissance de 3,9% avec un indice synthétique de fécondité de 7,6 enfants par femme. En raison de cette croissance démographique, la demande sociale en biens et services publics, en particulier dans les secteurs sociaux dont l'éducation, reste très forte dans ce pays où le taux de pauvreté est estimé à 45% en 2014 et qui occupe la dernière position dans le classement IDH (Index de Développement Humain). Malgré l'amélioration de certains indicateurs socioéconomiques sur la dernière décennie, la réponse de l'Etat en termes d'offre de services de qualité couvrant l'ensemble du territoire demeure insuffisante à ce jour. Toutefois, le budget consacré à l'éducation est conséquent et reflète la priorité donnée à ce secteur. En 2015, on estime les dépenses courantes d'éducation à 5.33% du PIB et à 6.13% les dépenses totales. Néanmoins l'efficience et l'efficacité de la dépense demeure toutefois insuffisante à ce jour.

En outre, les enjeux sécuritaires auxquels le pays fait face ces dernières années ont impliqué une forte augmentation du budget de l'Etat accordé aux forces de défense et de sécurité, ce qui met en péril le maintien des efforts budgétaires consentis aux secteurs sociaux, en particulier l'éducation qui demeure l'un des principaux défis pour le développement du Niger.

Les orientations sectorielles ont été déclinées dans le Programme sectoriel de l'Education et de la Formation (PSEF 2014-2024), qui est également en ligne avec la Lettre de Politique éducative 2013-2020. Préalablement à son adoption par Décret du Gouvernement, l'élaboration du PSEF s'est faite selon une approche participative nourrie par les enseignements tirés de la mise en œuvre du programme décennal précédent. Le PSEF s'inscrit dans une approche holistique, visant la mise en cohérence des différents segments du système éducatif nigérien à travers une stratégie globale d'éducation. Il est structuré autour de trois composantes majeures, à savoir l'accès aux services d'éducation et de formation, la qualité des services d'éducation et de formation et la gestion et le pilotage du système éducatif.

L'intervention proposée vise à créer un espace budgétaire permettant d'appuyer la politique d'éducation, en particulier au niveau de l'enseignement primaire et à développer simultanément les capacités de gouvernance, de gestion et de mise en œuvre de l'Etat via l'appui aux réformes, l'appui complémentaire et le dialogue sur les politiques. Ceci afin de parvenir à moyen terme à l'atteinte des objectifs d'amélioration de l'accès équitable, de la qualité et de la gouvernance de l'éducation de base, ainsi qu'à une utilisation plus efficace et efficiente des ressources et de la dépense publique. L'atteinte de ces objectifs devrait aussi avoir comme conséquence une meilleure maîtrise de la croissance démographique.

L'objectif global du programme est d'aider le gouvernement du Niger à éradiquer la pauvreté, à promouvoir une croissance durable et inclusive et à consolider et améliorer la gouvernance démocratique et économique, en ligne avec les orientations du Programme Indicatif National et les Objectifs de Développement Durable (ODD) : ODD 4 " Garantir une éducation de

qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous" et ODD 5 " Parvenir à l'égalité entre les sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles ". Le programme contribuera ainsi à la mise en œuvre du Plan d'Actions de La Valette, en particulier dans le domaine 1.1 "Investir dans le développement et l'éradication de la pauvreté", en posant les conditions pour le développement socio-économique et en renforçant la résilience des populations par le ciblage des zones de départ de migrants et des plus vulnérables, y inclus les personnes déplacées.

L'objectif global se décline en deux objectifs spécifiques:

- accroître la capacité du gouvernement en vue de la réalisation des objectifs fixés en matière de politique sectorielle dans l'éducation;
- répondre aux besoins essentiels de la population pour un accès élargi et équitable à une éducation de base de qualité.

## **1. CONTEXTE**

### **1.1. Contexte sectoriel/national/régional/Domaine thématique**

La population nigérienne, estimée à 17.1 millions d'habitants (INS, RGPH 2012), augmente à un rythme très élevé avec un taux de croissance démographique de 3,9% en liaison avec un indice synthétique de fécondité de 7,6 enfants par femme, dépassant les prévisions faites suite au recensement de 2001. En raison aussi de cette croissance démographique soutenue, la demande sociale en biens et services publics, en particulier dans les secteurs sociaux dont l'éducation, reste très forte dans ce pays où le taux de pauvreté est estimé à 48.2% en 2011. Malgré l'amélioration de certains indicateurs socioéconomiques sur la dernière décennie, la réponse de l'Etat en termes d'offre de services de qualité couvrant l'ensemble du territoire demeure insuffisante à ce jour, ce qui explique le placement du Niger, encore en 2015, au dernier poste du classement mondial pour l'Indice de Développement humain (IDH). Les enjeux sécuritaires auxquels le pays fait face ces dernières années, qui se sont accentués depuis 2014, ont impliqué une forte augmentation du budget de l'Etat accordé aux forces de défense et de sécurité, ce qui met en péril le maintien des efforts budgétaires consentis aux secteurs sociaux, en particulier l'éducation qui demeure l'un des principaux défis pour le développement du Niger.

#### ***1.1.1. Evaluation des politiques publiques et Cadre des politiques de l'Union Européenne***

Au terme de la mise en œuvre du Plan de Développement économique et social (PDES 2012-2015), dont l'évaluation est en cours, et dans l'attente de la production et de l'adoption du PDES 2016-2020 et de la Stratégie de Développement durable et de Croissance inclusive (SDDCI) 2035, le Gouvernement a pris l'option de la prorogation du PDES jusqu'à fin 2016 afin de disposer d'un cadre d'action pour la politique économique et sociale en attendant l'installation des nouvelles autorités et la formulation d'un nouveau document.

L'un des axes stratégiques du PDES porte sur la promotion du développement social avec comme objectifs, entre autres, de « développer qualitativement et quantitativement l'offre éducative, adapter la formation à la demande du marché du travail et favoriser l'utilisation des résultats de la recherche scientifique et de l'innovation technologique ». La première composante de cet axe porte notamment sur le développement de l'éducation de base.

Ces orientations ont été déclinées dans le Programme sectoriel de l'Education et de la Formation (PSEF), mis en place en 2013 avec 2024 comme horizon temporel, qui est

également en ligne avec la Lettre de Politique éducative 2013-2020. Préalablement à son adoption par Décret du Gouvernement, l'élaboration du PSEF s'est faite selon une approche participative nourrie par les enseignements tirés de la mise en œuvre du Programme décennal de Développement de l'Education (PDDE 2003-2012) et les principales conclusions du Rapport d'Etat sur le Système éducatif national du Niger (RESEN). Le PSEF s'inscrit dans une approche holistique, visant la mise en cohérence des différents segments du système éducatif nigérien à travers une stratégie globale d'éducation. Il est structuré autour de trois composantes majeures, à savoir l'accès aux services d'éducation et de formation, la qualité des services d'éducation et de formation et la gestion et le pilotage du système éducatif.

En particulier, en se fixant comme perspective l'enseignement primaire universel, le PSEF vise l'accès inclusif aux services d'éducation à toutes les franges de la population. Pour ce faire, sa stratégie se décline dans: l'accroissement des capacités physiques d'accueil, la mise à disposition d'enseignants en nombre suffisant pour l'expansion du système, l'amélioration de l'équité entre les élèves. Cette stratégie s'inscrit dans une vision de l'éducation de base qui entend, à terme, fusionner les cycles 1 et 2 dans un parcours harmonisé d'éducation de base "élargie", devant permettre un prolongement naturel de l'école primaire pour tous. En matière de qualité de l'enseignement, la stratégie nationale relative à l'enseignement primaire porte quant à elle sur l'amélioration du niveau du personnel enseignant, sur la disponibilité du matériel didactique et pédagogique et sur le renforcement de la gestion pédagogique.

Le PSEF s'intègre dans la poursuite des objectifs globaux de réduction de la pauvreté, de croissance inclusive et de gouvernance démocratique. En effet, sa stratégie de développement du système éducatif, qui se propose de relever le double défi de l'amélioration de l'offre et de l'exigence de la qualité de l'éducation, est un moyen idoine d'apporter des réponses multisectorielles aux nombreux défis de développement qui se posent au Niger. Parmi ceux-ci ressortent la persistance de la pauvreté extrême d'une partie importante de la population, et une croissance démographique galopante qui menace de maintenir le pays dans le cercle vicieux de la pauvreté en démultipliant les besoins, notamment en services sociaux, alors même que les sollicitations actuelles demeurent largement insatisfaites. Cette situation est en grande partie la résultante de la faiblesse du capital humain consécutivement à l'existence d'un taux d'analphabétisme parmi les plus élevés du monde (encore plus répandu pour les femmes), et l'âge bas au premier mariage surtout pour les filles ainsi que du premier accouchement. Dans ce sens, le développement du système éducatif à partir du niveau de base que le PSEF prône, à travers entre autres le couplage de l'offre d'éducation à la stimulation de la demande notamment des groupes vulnérables (dont les filles) issus des familles pauvres résidant dans des milieux ruraux, est pertinent dans la mesure où il agit à la fois sur la croissance démographique, en réduisant l'occurrence du mariage précoce par le maintien des jeunes filles à l'école, et à terme sur la pauvreté, en fournissant au pays les ressources humaines qualifiées dont il a besoin pour son développement.

Malgré la persistance de nombreux défis, des résultats significatifs ont été enregistrés dans le secteur de l'éducation sur la période 2012-2014, ce qui contribue à la crédibilité du PSEF. En particulier, 3.880 salles de classe ont été construites pendant cette période et 3.842 autres ont été mises en chantier, ainsi que 78 collèges d'enseignement technique, 165 centres de formation en développement communautaire et 4 nouvelles écoles normales d'instituteurs. Au plan du renforcement des ressources humaines, 26.043 enseignants ont été recrutés dans les cycles de base 1-2 et cycle moyen, ainsi que 2.314 formateurs qualifiés pour la formation professionnelle et technique. Il en est résulté une amélioration sensible de certains indicateurs du secteur. Ainsi, dans le cycle de base 1, le taux brut de scolarisation (TBS) global est passé de 68,6% en 2011-2012 à 74,2% en 2014-2015. Le taux d'achèvement au primaire (TAP) global est passé de 49,1% en 2011-2012 à 73,8% en 2014-2015, soit un gain de presque 20 points en quatre ans.

Le budget consacré à l'éducation est conséquent et reflète la priorité donnée à celle-ci par le Gouvernement. Les dépenses courantes d'éducation représentent 5,13% du PIB en 2014 et 5,33% en 2015 (données provisoires). L'efficacité de la dépense demeure toutefois insuffisante à ce jour, faute entre autres de la faiblesse de la planification budgétisée ainsi que de la faible prévisibilité des dépenses de personnel et des financements extérieurs. Les dotations du budget de l'Etat au profit du secteur de l'éducation sont en constante progression depuis la mise en œuvre du PSEF, conformément aux engagements souscrits lors du sommet de Bamako en 2000: elles représentent 22% des dépenses totales de l'Etat (hors dette) en 2014 contre 20,6% en 2013. Ce ratio est de 17% à fin décembre 2015 (données provisoires) ; et sa moyenne sur la période 2013-2015 est estimée à 20%. Les dépenses effectuées dans l'enseignement primaire représentent ainsi en moyenne 57% des dépenses totales du secteur de l'éducation (tous niveaux confondus) en 2015 et 2014 contre 63,6% en 2013.

Les dépenses en éducation sont appelées à évoluer avec la forte pression démographique. Néanmoins, les risques de non poursuite de cette tendance au sujet du financement de la politique restent, en dépit d'une classe politique réformatrice, très importants dans un environnement sécuritaire très instable, auquel les crises climatiques contribuent, ce qui pourrait conduire à la diversion des ressources de l'Etat vers d'autres priorités que l'éducation.

Le PSEF dispose au niveau national d'un comité national de pilotage composé de plusieurs Ministres, d'un comité technique de coordination composé des secrétaires généraux et des directeurs des études et de la programmation des Ministères en charge de l'éducation ainsi que des unités de suivi de l'exécution. Ces dispositifs ont des déclinaisons aux différents niveaux de l'organisation administrative et se réunissent selon des périodicités variables.

En dépit de l'émiettement de la problématique éducative entre les six Ministères techniques qui participent à la mise en œuvre du PSEF, couvrant les différents segments de l'éducation, la performance globale du PSEF évolue favorablement. Elle est susceptible de s'améliorer significativement et à brève échéance, à condition que le programme mette davantage l'accent sur les questions relatives à la gouvernance du système, ce qui lui permettra d'apporter des réponses appropriées aux problèmes d'efficacité et de qualité de l'éducation. Les capacités institutionnelles sont relativement solides. Cela est particulièrement valable en ce qui concerne le sous-secteur de l'éducation de base qui a profité d'importantes actions de renforcement des capacités durant la mise en œuvre du PDDE. Toutefois, les capacités institutionnelles sont faiblement exploitées, le mérite a du mal à s'imposer comme critère principal dans la gestion des ressources humaines. Ceci est dû en bonne partie à la forte politisation du secteur de l'enseignement. En outre, l'administration de l'éducation est marquée par une distribution du personnel peu efficace: il y a au niveau central une forte concentration des ressources humaines qualifiées, au détriment des niveaux déconcentrés où s'effectue la mise en œuvre. Par ailleurs, le transfert des compétences aux collectivités territoriales, prévu par les textes relatifs à la décentralisation n'est pas encore effectif en matière d'éducation car le cadre juridique y afférent vient d'être mis en place.

Le PSEF étant une politique sectorielle, son cadre de suivi-évaluation est aligné sur le système de gestion axée sur les résultats et sur le cadre général défini par le PDES. Cet alignement consiste, en termes de redevabilité, dans la production par les Ministères de rapports trimestriels et annuels techniques et financiers d'exécution de leurs plans d'actions, afin qu'ils soient consolidés pour servir à l'établissement du rapport périodique de mise en œuvre de la Déclaration de politique générale du Gouvernement. Du côté du Parlement, la redevabilité s'exerce à travers les interpellations des Ministres du secteur de l'éducation. Dans cette perspective, le dispositif institutionnel consacre la séparation des fonctions de coordination et de pilotage d'une part, des fonctions de suivi et d'évaluation d'autre part. En particulier, une revue conjointe regroupant le Gouvernement, les partenaires techniques et financiers (PTF) et la société civile active dans l'éducation se tient chaque année pour apprécier l'état de la mise

en œuvre du PSEF; elle tire son fondement du Cadre partenarial conclu en juillet 2013 entre le Gouvernement et les PTF du secteur de l'éducation. Toutefois, le leadership du Gouvernement dans l'animation et le contrôle du cadre de concertation avec les PTF n'est pas suffisamment affirmé. Le cadre de suivi-évaluation du PSEF comporte également des indicateurs et des objectifs annuels servant de base à l'élaboration des plans d'actions annuels et à l'organisation des revues. Toutefois, ce cadre souffre non seulement d'un certain éparpillement illustré par l'existence de plus d'une centaine d'indicateurs, mais aussi de la faible visibilité des indicateurs se rapportant à la budgétisation par programme prévue dans le cadre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). La situation est appelée à évoluer très vite dans ce domaine car d'une part il est prévu une révision du PSEF allant dans le sens de la priorisation des indicateurs, et d'autre part dans le cadre de l'UEMOA il est prévu, à l'horizon 2016, le passage de tous les pays membres à la budgétisation par programme.

### ***1.1.2. Analyse des parties prenantes***

Les principales parties prenantes étatiques de l'action sont le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) dans son rôle d'Ordonnateur national représentant le gouvernement et de gestionnaire des politiques et des finances publiques, le Ministère de l'Enseignement Primaire, de l'Alphabétisation, de la Promotion des Langues Nationales et de l'Éducation Civique (MEN/A/PLN) en tant que partenaire clef de l'action, qui se focalise sur le sous-secteur de l'enseignement primaire, mais également dans sa qualité de chef de file représentant les six ministères qui font partie du cadre institutionnel du PSEF. En plus des ministères du PSEF, d'autres parties prenantes sont les ministères et structures impliquées dans des réformes qui ont trait à l'éducation, telles que: (i) le Ministère de la Fonction Publique (MFP/RA), surtout dans la gestion du personnel titulaire et le paiement des salaires et des péculés des enseignants contractuels, et l'intérêt à les associer à la mise en œuvre des réformes sectorielles, (ii) l'Institut national de la Statistique (INS) en ce qui concerne le renforcement du système national d'information sectorielle. D'autres parties prenantes sont: (i) les Collectivités territoriales, qui bénéficient du transfert de certaines compétences dans la santé et l'éducation, (ii) les acteurs non étatiques, dont les CGDES (Comités de Gestion décentralisée des Établissements scolaires), (iii) les associations et ONG intervenant dans l'éducation, en particulier au niveau primaire et (iv) les PTF, dont des organisations multilatérales, agences bilatérales et ONG internationales, et leurs cadres de concertation.

En particulier, un acteur majeur est le partenariat développé autour du projet d'appui à une éducation de qualité (PAEQ), qui implique le programme mondial pour l'éducation (PME, auquel le Niger a adhéré en 2002), l'AFD, la Suisse et la Banque Mondiale (BM) en tant qu'agent comptable de la gestion du fonds commun mis en place par le projet. Ce dernier est un mécanisme extrabudgétaire pour le financement des priorités du PSEF en matière d'éducation de base, né suite à l'échec d'une tentative précédente de le constituer comme un compte spécial du budget. Le fonds commun du PAEQ, dans sa conception initiale, aspirait à être un "panier commun" pouvant financer la politique sectorielle d'éducation dans un cadre rassurant pour les PTF, mais dans les faits une gestion "approche projet" s'est imposée compte tenu des exigences des bailleurs en termes de procédures, ce qui a contribué à ce que l'instrument ne se prête pas à un élargissement du fonds au-delà de l'éducation de base dans la perspective de couvrir les autres sous-secteurs du PSEF. La revue annuelle de janvier 2016 a recommandé la mise en place d'un nouveau fonds commun sectoriel, toujours extrabudgétaire, dont les modalités de fonctionnement sont encore à définir. Ce nouveau fonds, qui vise à concrétiser la transition de l'approche projet à l'approche programme pour le secteur, serait en ligne avec les orientations du PSEF et mis en œuvre dans une première étape au niveau du sous-secteur de l'enseignement technique et professionnel avec l'appui du

Luxembourg, pour être ensuite élargi aux autres secteurs. Le fonds commun du PAEQ évoluerait en parallèle avec ce mécanisme.

D'une manière générale, l'appui de toutes les parties prenantes à la mise en œuvre des réformes s'exprime à travers leur engagement dans les instances de concertation ou de prise des décisions, ainsi que dans l'élaboration et opérationnalisation des cadres réglementaires et stratégiques s'inscrivant dans l'approche du PSEF, qui est reconnu par tous les acteurs comme étant le cadre stratégique de référence. Un leadership assumé de la partie nationale, qui devrait passer par une coordination accrue et une gouvernance améliorée, est essentiel pour que ce nouveau fonds sectoriel extrabudgétaire soit un instrument efficace et transitoire en vue d'un alignement du secteur au cadrage budgétaire national. L'appui budgétaire de l'UE peut accompagner cette transition, tout en visant le progrès des indicateurs clés du secteur, et de l'éducation de base en particulier. L'ensemble des parties prenantes a été consulté et impliqué dans la préparation de ce programme, y compris la définition des indicateurs et cibles. Les bénéficiaires finaux de l'action sont l'ensemble des citoyens nigériens bénéficiant des politiques publiques dans le secteur de l'éducation mises en œuvre par l'Etat. En particulier, il s'agira des enfants en âge scolarisable, avec un focus sur les filles et les résidents en milieu rural.

### ***1.1.3. Domaines prioritaires pour l'appui/l'analyse du problème***

Au regard de l'analyse du contexte et des parties prenantes, le renforcement du secteur de l'éducation sera poursuivi dans les domaines prioritaires suivants :

#### **L'accès à l'éducation de base**

Le Niger a réalisé des progrès remarquables en matière d'accès à l'éducation de base pendant les quinze dernières années, passant d'un taux brut de scolarisation (TBS) global en Base 1 de 35% et en Base 2 de 11% en 2001 (ce qui en faisait le pays le moins scolarisé du monde) à un TBS global en Base 1 de 74,2% et en Base 2 de 29,5% en 2015. Néanmoins, ces taux demeurent insatisfaisants pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, concernant la Base 1, le pays est loin de l'objectif de la scolarisation primaire universelle attendue pour 2015, alors qu'en Base 2 la progression de la scolarisation a été moins soutenue que prévu et caractérisée par un taux d'abandon important. Aussi, ces résultats dissimulent des insuffisances qui constituent d'importants défis à relever pour le développement du système éducatif, dont l'accès non inclusif à l'éducation de base, comme le montre la persistance des disparités selon le milieu de résidence et selon le sexe.

En effet, en ce qui concerne les disparités basées sur le sexe, en 2015 le TBS des filles en Base 1 est de 68% (contre 80,2% pour les garçons, avec un indice de parité de 0,85), alors qu'en Base 2 il est de 24,2% (contre 34,8% pour les garçons, avec un indice de parité de 0,69). Les filles représentent 45% des effectifs en Base 1 (dont la tranche d'âge de référence est 7-12 ans) et le 41,2% en Base 2 (où l'âge officiel est 13-16 ans).

Pour ce qui est des disparités basées sur le milieu sociologique de résidence, en 2015 le TBS en zone rurale en Base 1 est de 63,6% (contre 129,9% en zone urbaine, avec un indice de parité de 0,49 en défaveur de la zone rurale). Le taux d'abandon en zone rurale est de 17,6%, alors qu'en zone urbaine il est de 8,1%. Cette disparité basée sur le milieu se combine avec celle basée sur le sexe, ce qui fait que la scolarisation des filles en zone rurale est plus faible qu'en zone urbaine: 56% pour le rural contre 129,9% pour l'urbain.

Les principaux facteurs qui entravent l'accès à l'éducation, en particulier des filles, sont: le milieu sociologique de résidence (la scolarisation des filles en zone rurale est plus faible), la taille du ménage (un ménage ayant moins d'enfants a davantage les moyens de les envoyer à l'école), les attitudes des parents illettrés (souvent défavorables à la scolarisation, spécialement pour les filles), la couverture scolaire inégale sur le territoire (la distance à

parcourir pour aller à l'école est un facteur clé dans la scolarisation des filles à la Base 2) et surtout le travail des enfants (travaux champêtres et abreuvement et traite du bétail pour les garçons, petit commerce et travaux ménagers pour les filles etc.), le manque de points d'eau potable, de latrines (surtout pour les jeunes filles) et de cantines scolaires, et parfois des cas d'harcèlement moral ou sexuel.

Ces disparités sont en grande partie la résultante de la faiblesse du capital humain, s'inscrivant dans un contexte marqué par un taux d'analphabétisme parmi les plus élevés du monde (77,9% pour les femmes, 76,32% en milieu rural), un taux de pauvreté estimé à 45% en 2014 et une croissance démographique très soutenue (3,9%/an en liaison avec un indice synthétique de fécondité de 7,6 enfants par femme). En particulier, la croissance démographique est en lien avec l'âge du mariage pour les filles. 28% des filles de 20-24 ans sont mariées avant 15 ans et 73,3% le sont avant 18 ans, ce qui expose davantage au risque de mortalité maternelle (3,8/1000) vu que 40,4% des adolescentes 15-19 ans ont déjà porté une grossesse et que 34,4% des décès dans cette tranche d'âge sont des décès maternels.

La croissance démographique est également en lien avec l'éducation, vu que le nombre d'enfants idéal parmi les femmes non scolarisées est de 9,6 et seulement 10,4% utilisent la planification familiale (PF) alors que chez celles qui ont un niveau secondaire et plus ce souhait est de 6,6 (30% se servent de la PF). L'enjeu de la maîtrise démographique est majeur pour le futur du pays, puisqu'il menace de le maintenir dans le cercle vicieux de la pauvreté, entre autre en démultipliant les besoins, notamment en services sociaux, alors même que les sollicitations actuelles demeurent largement insatisfaites. Dans ce sens, le développement du système éducatif à partir du niveau de base que le Programme sectoriel de l'éducation et de la formation 2014-2024 soutient, à travers le couplage de l'offre d'éducation (accroissement des capacités physiques d'accueil, mise à disposition d'enseignants en nombre suffisant pour l'expansion du système) à la stimulation de la demande notamment des groupes vulnérables (dont les filles) issus des familles pauvres résidant dans des milieux ruraux, devrait agir à la fois sur la croissance démographique, en réduisant l'occurrence du mariage précoce par le maintien des jeunes filles à l'école, et à terme sur la pauvreté, en fournissant au pays les ressources humaines qualifiées dont il a besoin pour son développement.

### **La qualité de l'éducation de base**

Le système éducatif nigérien est aujourd'hui confronté à une faible efficacité interne, qui se reflète dans le classement du pays aux dernières places de la comparaison régionale des indices d'efficience globale (IEG, 2011), calculé comme le rapport entre l'espérance de vie scolaire et les dépenses publiques d'éducation en % du PIB. Ce problème d'efficience se traduit par un taux d'abandon scolaire élevé, et par des acquis scolaires des écoliers qui achèvent le cycle primaire de loin inférieurs aux attentes.

Les faiblesses constatées en termes de qualité se situent d'abord sur le plan de l'efficacité et efficience du système scolaire, ce qui se traduit par un achèvement du cycle encore insuffisant malgré des progrès remarquables, et un faible niveau des apprentissages. En particulier, le taux d'achèvement au primaire (TAP) global est passé de 41,7% en 2010 à 73,8% en 2015. Cette performance cache toutefois des disparités importantes. Celles-ci se situent tout d'abord au niveau régional: alors qu'à Niamey le TAP est de 110,3% en 2015, il est de 47,6% à Diffa et de 52,9% à Zinder sur la même période. Concernant le genre, le TAP des filles est de 64,6% en 2015 (celui des garçons est de 83,1%), ce qui implique l'exposition à un risque élevé de mariage précoce compte tenu du fait qu'une partie des effectifs du cycle (qui se termine théoriquement à 12 ans) sont sur-âgés, et que cette pratique concerne surtout des femmes en milieu rural. D'autre part, le TAP en milieu rural est de 63,8% en 2015, ce qui montre que le facteur qui contribue le plus à l'abandon scolaire est le milieu de résidence. La combinaison de ces deux inégalités (sexe et résidence en zone rurale) augmente le risque de



non achèvement de la scolarité des enfants. En effet, le TAP des filles en milieu rural est de 53,2% en 2015. Cette déperdition est certainement due à des problèmes structurels du système (niveau du personnel enseignant, infrastructure scolaire, disponibilité du matériel didactique et pédagogique, gestion pédagogique), mais aussi à des facteurs socio-culturels dans un cadre marqué par la pauvreté: mariage précoce, mise à contribution des enfants dans le travail champêtre, des parents souvent non alphabétisés.

Pour ce qui est des acquis scolaires, les résultats du Programme d'analyse des systèmes éducatifs (PASEC) 2014 montrent que 92,2% des élèves au Niger sont sous le seuil "suffisant" de compétences, contre une moyenne de 59% sur l'ensemble des pays objet de l'évaluation (10 pays, le Niger étant le dernier de la liste).

Une partie de ce problème d'efficience peut s'expliquer par des choix de politiques. L'effort budgétaire est mal réparti entre les dépenses de nature différente: les allocations pour le personnel et les subventions (ces dernières incluant le pécule des enseignants contractuels) dépassent toujours les 65% du budget de l'éducation primaire et secondaire, alors que le fonctionnement est à 5-7%. Par ailleurs, des secteurs comme l'enseignement secondaire et supérieur sont traditionnellement sous-financés, ce qui explique en partie la faible préparation des enseignants du primaire, dont un certain nombre sont recrutés parmi les titulaires de bac ou de licence. Il existe cependant un certain nombre de facteurs en partie exogènes qui expliquent la faible performance du système: en particulier, la rareté des manuels et des outils pédagogiques, le faible niveau de qualification des enseignants (surtout les contractuels), et un volume horaire effectif inférieur au volume horaire prescrit, dû entre autres aux absences fréquentes des enseignants pour de multiples raisons (défections si d'autres opportunités professionnelles plus avantageuses se présentent, effet du manque de suivi et impunité si les absences sont constatées, départ pendant plusieurs jours par mois vers des centres disposant de structures financières afin de récupérer le salaire, grèves).

### **La gouvernance et le pilotage du secteur de l'éducation**

L'amélioration de la gouvernance et du pilotage du système est une condition préalable pour la réussite des efforts allant vers une meilleure performance dans l'accès et la qualité de l'éducation. Parmi les principales contraintes dans ce domaine, ressortent: (i) un cadre institutionnel de mise en œuvre du PSEF complexe et articulé et encore peu coordonné et fonctionnel; (ii) un dispositif de suivi-évaluation peu efficace, avec un nombre élevé d'indicateurs et un système statistique qui, malgré des progrès, montre des insuffisances en termes d'organisation, de qualité des données produites et de leur disponibilité et diffusion; (iii) une gestion des ressources humaines critique, avec un nombre très important de personnel enseignant qui pèse sur les finances publiques et sur lequel: l'information est insuffisante (notamment sur leur nombre effectif, des contractuels en particulier), ainsi que leur suivi (on estime de nombreux départs de contractuels, qui continuent pourtant à être rémunérés) et leur répartition sur le territoire (en particulier, les femmes peuvent demander à rejoindre le lieu de résidence de leur conjoint, ce qui est à l'origine du redéploiement systématique des femmes enseignantes vers la capitale Niamey, qui voit ainsi un excès de ressources humaines au détriment du reste du territoire); (iv) l'approfondissement du processus de déconcentration et de décentralisation, qui est encadré par les textes mais n'est que très peu opérationnel, y inclus en ce qui concerne la dépense (à cause des procédures comptables lourdes et de la multiplication des contrôles d'une part, et du fait que le dispositif n'est pas adapté, les enseignants contractuels en service au niveau local se déplacent chaque mois pendant plusieurs jours jusqu'à la ville la plus proche, ce qui affecte le temps scolaire et par conséquent la qualité de l'enseignement).

## 1.2. Autres domaines d'évaluation

### 1.2.1. Valeurs fondamentales

Le Niger a signé et ratifié les principales Conventions internationales relatives aux droits humains et leurs Protocoles. Ces avancées se sont traduites par l'adoption de plusieurs lois ainsi que des réformes institutionnelles. Cependant, des domaines importants comme les droits des femmes et des groupes vulnérables, ainsi que les droits dits de troisième génération connaissent des difficultés liées à l'insuffisance des ressources financières pour assurer leur promotion et leur mise en œuvre, l'existence de pesanteurs socioculturelles et la persistance d'un pluralisme juridique qui fait obstacle à la mise en place d'un ordre juridique effectif.

Les recommandations formulées par les organes chargés des traités font l'objet de suivi dans le cadre d'un comité interministériel. Celles issues du premier cycle de l'Examen Périodique Universel (EPU) ont donné lieu à l'établissement d'un plan de mise en œuvre sur trois années.

Les principes d'égalité et de non-discrimination sont consacrés par la Constitution et sont censés gouverner les pratiques en matière de fourniture de services dans tous les domaines. L'accès aux services est ouvert à tous sans discrimination. Toutefois, son effectivité est limitée par la persistance des barrières multiformes lesquelles peuvent être liées à l'enclavement géographique, l'analphabétisme, la non-disponibilité de l'information et des services, etc. Ces barrières font obstacle à l'effectivité des droits des personnes les plus démunies notamment les femmes et les enfants.

Sur le plan de la promotion de la bonne gouvernance financière, les autorités ont clairement affiché leur intention de lutter contre l'impunité; cependant peu d'affaires relatives à la corruption et au pillage des deniers publics ont fait l'objet de jugement ou d'évolution notable. L'installation de la Haute Autorité de Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HALCIA) n'a pas pour l'instant produit les résultats escomptés, en partie par manque de moyens. Dans le classement de *Transparency International* le Niger a un score de 34/100 (classé au 99<sup>e</sup> rang mondial) en 2015 contre 35/100 et 103<sup>e</sup> rang mondial en 2014. Toutefois, le score du Niger reste en moyenne le même que 2012 ; ce qui démontre l'importance du défi du fléau. Au niveau institutionnel, en plus des structures traditionnelles (services de justice), on peut relever l'existence de plusieurs structures de tutelle différentes concourant aux mêmes objectifs de prévention et de lutte contre la corruption (HALCIA, Inspection Générale de l'Etat, Direction du contentieux de l'Etat, l'Inspection générale de l'Administration, Cour des Comptes, Inspection Générale des Finances, Bureau d'informations et de réclamations et de lutte contre la corruption dans le secteur judiciaire, CENTIF).

La loi a aménagé des recours administratifs et judiciaires qui sont certes fonctionnels, mais dont la mise en œuvre subit parfois les contingences du moment. L'état d'urgence déclaré (et renouvelé déjà à deux reprises) dans la Région de Diffa suite aux attaques répétées et attentats de *Boko Haram*, perturbe le fonctionnement des institutions de l'Etat et impose une vigilance rapprochée en matière de droits humains.

Les indicateurs sur l'accès à l'éducation ont enregistré des progrès mais ces avancées demeurent insuffisantes, en particulier en ce qui concerne l'accès des filles et son maintien à l'école. Un clair exemple de cette discrimination est le projet de loi sur la protection de la jeune fille à l'école qui avait été soumis à l'Assemblée Nationale et qui avait comme but de garantir la scolarité des filles. Sous la pression des associations islamiques, mobilisées de manière déterminée contre son adoption, les députés ont renvoyé le texte à la commission des affaires sociales pour relecture, qui l'a par la suite éliminé de son agenda.

### ***1.2.2. Politique macroéconomique***

Dans l'ensemble, les résultats macroéconomiques du Niger ont été satisfaisants en 2015, au regard des chocs sécuritaires et humanitaires rencontrés. Après une accélération de la croissance à 6,9% en 2014, tirée par l'agriculture et les services, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) est prévue à 4,4% en 2015, du fait d'une croissance moins forte de l'agriculture et d'une plus faible production des secteurs pétrolier et minier et de la baisse des cours des hydrocarbures et de l'uranium, partiellement compensée par la bonne tenue de l'industrie manufacturière, du commerce, des transports et des télécommunications. Les menaces liées au terrorisme et l'insécurité alimentaire ont eu des effets négatifs sur la croissance et le développement en freinant la production agricole et d'uranium, ainsi que l'investissement étranger. L'inflation était négative (-0,9%) en 2014 et est restée à 2,2% en 2015, bien en dessous du seuil de 3 % de l'UEOMA.

D'après le Fonds monétaire international (FMI) les perspectives économiques à moyen terme restent positives. En 2016-2020, la croissance du PIB réel devrait, d'après les projections, s'établir en moyenne à 6,9% et l'inflation être contenue aux environs de 1,8%. La croissance économique réelle devrait reprendre lorsque les grands projets d'extraction du pétrole et des minéraux porteront leurs fruits. La croissance de l'économie reste pourtant très volatile, dépendante des aléas climatiques et susceptible à des risques intérieurs et extérieurs considérables, au nombre desquels figure la persistance et l'intensification des hostilités armées qui pourraient aggraver les pressions budgétaires ainsi que le risque inhérent au processus électoral en 2016. D'autres risques incluent une nouvelle chute des prix du pétrole et de l'uranium de même que des sécheresses ou des inondations qui pourraient aggraver l'insécurité alimentaire et l'instabilité sociale. Il apparaît également "vital" selon le FMI de préserver la viabilité des finances publiques et de la dette dans une conjoncture de faibles cours du pétrole et de l'uranium. Le stock de la dette a rapidement augmenté en raison des efforts déployés pour accroître les investissements publics. L'actualisation de l'Analyse de Viabilité de la Dette réalisé par les services du FMI et décembre 2015 suggère un risque surendettement modéré. D'après les projections, le ratio de la dette publique au PIB devrait passer de 27,1% du PIB à la fin de 2013 à environ 52,1% en 2016 pour se maintenir autour de ce pourcentage pendant toute la période de projection (2015 – 35) et inférieur aux seuils nominaux. La viabilité de la dette à moyen terme dépendra de la situation sécuritaire, du prix du pétrole et de l'uranium susceptibles de ralentir l'achèvement des nouveaux projets dans ces secteurs et d'un rééquilibrage majeur des finances publiques. A cet égard, il faut relever que la situation budgétaire s'est dégradée en 2014 en raison de des dépenses sécuritaires et humanitaires, de sous-performance des recettes et de l'insuffisance du financement extérieur. Le solde de base s'est établi à 6,6% du PIB en 2014, soit une détérioration de 4,5% du PIB par rapport à 2013. Le déficit budgétaire global de 2016 sur une base engagements (dons inclus) devrait, d'après les projections, s'élever à 7,6% du PIB (comparé au critère de convergence de l'UEMOA relatif à un déficit qui ne dépasse pas 3% du PIB). Par contre, le solde de base devrait s'améliorer de 1,8% du PIB pour se situer à 3,7% du PIB en 2016. L'ajustement devrait se faire moyennant une modeste augmentation des recettes budgétaires (environ 0,4% du PIB), la maîtrise des dépenses courantes et des économies importantes dans les dépenses financées sur ressources intérieures (environ 1,1% du PIB) grâce à une meilleure hiérarchisation des dépenses d'investissement sur ressources intérieures.

Pour préserver la viabilité du budget et de la dette, tout en réduisant les écarts de développement et répondre aux besoins en matière de dépenses de sécurité, il apparaît crucial de réduire le déficit budgétaire à moyen terme. La politique économique du gouvernement vise à préserver la viabilité des finances publiques et de la dette dans une conjoncture de faibles cours du pétrole et de l'uranium. L'amélioration du taux de pression apparaît à cet égard comme un élément clef. A ce titre, les recettes devraient poursuivre leur augmentation,

passant de 18,0% du PIB (hors recettes exceptionnelles) en 2014 à 18,6% en 2016. Cette performance traduit essentiellement l'augmentation des recettes fiscales reflétant le rendement des mesures de renforcement de l'administration fiscale et douanière.

Le Niger est sous programme avec le FMI depuis mars 2012. Le Conseil d'administration du FMI a achevé le 30 novembre les sixième et septième revues des résultats économiques enregistrés par le Niger dans le cadre du programme appuyé par un accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC). Le Conseil d'administration a en outre approuvé une demande de prorogation du programme jusqu'au 31 décembre 2016.

**Sur la base de l'analyse présentée ci-dessus et de la dernière évaluation du FMI de septembre 2015, nous concluons que les autorités poursuivent une politique macroéconomique crédible et pertinente orientée vers la stabilité visant à restaurer la stabilité et la soutenabilité des équilibres budgétaires ou extérieurs.**

### ***1.2.3. Gestion des finances publiques***

#### ***1.2.3.1 Caractéristiques générales***

Les principaux points faibles relevés lors de l'évaluation PEFA de 2012 (dernière évaluation en date) étaient notamment le manque de crédibilité du budget (qui conduit à des déficits de financement et à une allocation insuffisamment stratégique des ressources), les faiblesses de la comptabilité, de l'enregistrement de l'information et des rapports financiers, ainsi que la faiblesse de la surveillance et des vérifications externes. Par ailleurs les pratiques des bailleurs de fonds étaient peu en phase avec les principes régissant l'efficacité de l'aide. Le PEFA mettait aussi en évidence des points relativement forts tels que les perspectives pluriannuelles dans la préparation du budget (CDMT global), la prévisibilité de la disponibilité des fonds pour l'engagement des dépenses, la gestion de la dette publique et le processus de passation des marchés publics. Au niveau de l'audit, la cour des comptes et l'agence de régulation des marchés publics dressent des rapports annuels qui sont disséminés et publiés en ligne. Toutefois, il est à relever un faible degré de mise en œuvre des recommandations des rapports d'audits publiés sur les années 2014 et antérieures. L'espace budgétaire du Niger reste également marqué l'importance des ressources internes de l'Etat, l'aide publique au développement (aide projets et appui budgétaire), les émissions de bons de trésor sur le marché régional et le partenariat public privé. Le financement extérieur (projets et appuis budgétaires) représente en moyenne 34% des prévisions budgétaires de la période 2014-2016 et 23.1% des dépenses réalisées de dépenses hors dette. On note également que la gestion des arriérés de paiements qui a soulevé souvent des préoccupations majeures entre les autorités nigériennes et les PTFs, s'est améliorée de manière substantielle (le stock des arriérés de paiement à fin décembre 2015 était de 21.7 milliards de FCFA contre 87 milliards FCFA en 2014).

Le Programme de réformes de la gestion des finances publiques (PRGFP III 2013-2015) est basé sur les faiblesses identifiées dans l'évaluation PEFA, réalisée par les services du FMI, et est aussi doté d'un ensemble d'objectifs cohérents pouvant être mesurés, ce qui en assure la pertinence. La crédibilité du programme est par ailleurs relativement satisfaisante et l'appui technique fourni par les partenaires apparaît correctement lié aux domaines clés où les faiblesses dans la GFP ont été constatées, avec des priorités données aux réformes telles que la couverture et la transparence du budget, la budgétisation basée sur les politiques publiques, la prévisibilité et le contrôle de l'exécution du budget, l'amélioration du système d'informations à travers les travaux de câblage et d'interconnexion des services et le contrôle externe. Le PRGFP III a intégré également le principe du séquençage adéquat dans la programmation et la mise en œuvre des actions de réformes. Néanmoins, on constate aussi une lenteur préoccupante dans l'adoption des textes relatifs à la lutte contre la corruption et

dans mise en œuvre des budget-programmes. Les principaux défis sont, entre autres, l'amélioration de la crédibilité budgétaire, l'accélération de la déconcentration budgétaire et de l'ordonnancement vers les ministères sectoriels ainsi que la mise à jour de l'application informatique de la gestion budgétaire et comptable afin de prendre en compte les impacts des textes issus des directives UEMOA.

La contribution de l'Etat à la mise en œuvre des réformes s'opère à travers des ressources humaines, matérielles et financières des différentes structures intervenant dans la mise en œuvre du PRGFP III (notamment la Direction Générale des Réformes Financières, la Direction Générale du Budget, la Direction Générale des Impôts, les douanes, la Cour des comptes, etc.). En outre, selon les données de l'exécution budgétaire 2014, un montant de 500 000 EUR (soit 0.42% des dépenses totales du Ministère des finances) a été dépensé à travers 3 lignes budgétaires spécifiquement liées aux réformes (appuis aux missions de revue, modernisation des administrations économiques et financières et autres dépenses pour les réformes). Un montant similaire était prévu dans le budget 2015.

Une évaluation PEFA sera réalisée à partir d'avril 2016, pour apprécier les différentes avancées et engager l'élaboration d'une nouvelle stratégie de réforme pour la période 2016-2020 et de sa prise en compte dans le nouveau PDES. Conformément aux recommandations du dernier comité de pilotage du PRGFP III (tenu le 13 octobre 2015), un plan d'actions intermédiaire pour l'année 2016 a été élaboré en mars 2016 en attendant la formulation de la nouvelle stratégie de réformes de GFP pour la période 2017-2020. Ce plan d'actions intérimaire 2016 s'inscrit dans la logique du PRGFP III par rapport à ses objectifs spécifiques et les principales dimensions de la gestion des finances publiques. Il s'articule entre autre autour des actions d'internalisation des directives de l'UEMOA (budget programme sectoriels et adoption de l'ensemble des textes d'application restant ainsi que les applications informatiques nécessaires, plan comptable de l'Etat), réformes douanières et informatisation des procédures douanières, le renforcement des régies pour la mobilisation des ressources internes, le reporting financier et la transparence, l'évaluation PEFA et la coordination et le pilotage des réformes.

Au niveau technique, le dialogue sur la gestion des finances publiques est continu. Ce dialogue se matérialise par la tenue des réunions du comité technique de suivi et du comité de pilotage du PRGFP. Le dialogue politique, à haut niveau, est beaucoup plus limité. Les réunions sont peu régulières et souvent organisées en bilatéral. La création d'un cadre global de partenariat et de suivi des programmes d'appuis budgétaires, regroupant les PTF et le gouvernement a été demandée par l'UE et d'autres PTF, afin de disposer d'un cadre harmonisé, d'une matrice commune des mesures de réformes et pour l'organisation des revues conjointes. La demande a été positivement accueillie par le MEF et fait partie du plan d'actions intermédiaire pour l'année 2016.

#### *1.2.3.1- Aspects sectoriels de la gestion budgétaire et financière*

Le Niger accorde une priorité budgétaire absolue au secteur de l'éducation dans toutes ses dimensions. L'évolution de la part des dépenses courantes du secteur par rapport aux budgets annuels de ces dernières années est une preuve même si par ailleurs cet effort reste insuffisant au regard de la demande sociale résultante de la pression démographique. Une évaluation récente des priorités du gouvernement dans le secteur éducatif montre la prépondérance accordée aux ressources humaines (recrutements massifs), et à la réalisation des infrastructures scolaires et administratives. Les dépenses totales réalisées dans le secteur de l'éducation (Min. Education Primaire, Min. Enseignement Secondaire, Min. Enseignement Supérieur et Recherche et Min. de la Formation Professionnelle et Technique) s'élèvent à 290.6 milliards de FCFA en 2014, soit 22% des dépenses totales du budget total (hors dette) contre 20.6% en 2013. Ce ratio est de 17% à fin décembre 2015 (sur la base de la situation

provisoire des dépenses d'investissement sur fonds extérieurs); et sa moyenne sur la période 2013-2015 est estimée à 20%.

Au titre de l'enseignement primaire, les dépenses publiques du sous-secteur représentent 53.5% des dépenses totales de l'éducation en 2015 contre 57.8% en 2014 et 63.6% en 2013 ; d'où un respect des engagements de Bamako (2000). En outre, la part des dépenses totales de l'enseignement primaire dans le budget total de l'Etat (hors dette), est de 8.9% en 2015 et 10.7% en 2014; elle estimée à serait estimé à 8.6% en 2015. Au regard de l'importance du nombre des écoles privées au niveau des zones urbaines, on peut noter que la contribution du secteur privé et des ménages dans le financement de l'éducation au Niger devient de plus en plus importante.

Au niveau du financement, il convient de souligner que la composante "Accès" absorbe 86% des ressources au titre de la période 2004-2014, suivi par la composante "Qualité" avec 7.1% et l'institutionnel 6.8% (*source* : Bilan du PDDE).

En ce qui concerne les dépenses courantes du secteur de l'enseignement primaire rapportées aux dépenses courantes totales de l'Etat (hors dette), elles représentent 20.1% en 2015 et 22% en 2014; ce ratio est estimé à 19.2% en 2016. La contribution du financement extérieur s'établit à 3.8% des dépenses réalisées en 2015 et 5.6% en 2014. En outre les investissements publics du Ministère de l'enseignement primaire sont réalisés à 39% sur ressources extérieures en 2015 (situation encore provisoire; non disponibilité des données finales des financements extérieurs des projets) et 20.7% en 2014. Au titre des prévisions pour l'année 2016, la contribution des ressources extérieures serait de 12.8% pour le budget total du ministère et 69.4% pour les investissements (contre 57.7% en 2015). Cela montre que la réalisation des infrastructures et des équipements, composantes principales de l'offre éducative, dépend en bonne partie de l'aide extérieure. Néanmoins, il faut aussi signaler que souvent les niveaux de réalisation des infrastructures financées par des projets extérieurs est loin de la réalité.

Au niveau du fonctionnement courant des services, les intrants scolaires et l'entretien des écoles sont composantes importantes de la qualité de l'offre de l'éducation. Ainsi, les acquisitions de fournitures scolaires s'élèvent à 6.9 milliards de FCFA en 2014 et 6.2 milliards de FCFA en 2015, soit respectivement 64% et 83% des dépenses totales du fonctionnement du ministère en 2014 et 2015. Aux fournitures s'ajoutent également le carburant et les entretiens des classes primaires avec des montants respectifs de 363 millions FCFA et 390 millions FCFA en 201. Au titre de l'année 2015, le carburant et l'entretien des classes représentent respectivement 2.9% (dont 2.1% au profit des régions et départements) et 2% des dépenses totales de fonctionnement. Quant à l'appui aux secteurs pédagogiques, volet majeur de l'encadrement et du suivi des écoles et enseignants au niveau des communes et départements, il ne représente que 1.5% du fonctionnement.

S'agissant des subventions et transferts, les pécules des enseignants contractuels atteignent 91% des dépenses totales de transferts/subventions. Ces dépenses sont entièrement exécutées dans les régions et départements. Le montant des pécules était de 56.8 milliards de FCFA en 2014, un montant plus élevé que la masse salariale du ministère. Les pécules des élèves maitres et les pensions des cantines scolaires occupent également une place prépondérante, soient respectivement 3.2% et 2.1%. Enfin, les activités des CAPED et des CGDES disposent des lignes budgétaires dont les montants paraissent faibles par rapport aux principales fonctions et atteintes desdits organes. En effet, les dépenses réalisées pour les activités des CAPED et CGDES sont respectivement de 580 millions de FCFA et 120 millions en 2015; mêmes montants similaires que l'exercice 2014.

Enfin, les investissements publics financés par l'Etat et les PTFs restent le principal outil de développement du secteur pour ce qui concerne la constitution et de l'entretien du stock de capital, principalement la réalisation des classes primaires et des infrastructures, des matériels

techniques et scolaires. Des efforts importants sont réalisés dans le domaine et la transformation des classes paillotes en matériaux définitifs. Les infrastructures scolaires réalisées sur ressources domestiques représentent 5.7 milliards de FCFA en 2015 contre 29.2 milliards de FCFA en 2014 (année exceptionnelle). Certaines composantes du portefeuille de projets/programmes du Ministère de l'enseignement primaire concourent également à la réalisation des infrastructures administratives et scolaires. Le niveau des dépenses relatives à l'acquisition de matériel informatique démontre encore une fois de plus la faible modernisation des administrations centrale et déconcentrée du secteur (196 millions FCFA en 2014 et 70 millions de FCFA en 2015). La nécessité de disposer des données statistiques de qualité et à temps devrait militer pour une meilleure dotation des services d'équipements techniques et informatiques adéquats.

En outre, il est à relever que le niveau des crédits affectés aux régions et départements reste encore limité par rapport aux dotations budgétaires totales du secteur. Les crédits délégués aux structures régionales et départementales du Ministère de l'enseignement primaire s'élèvent à 63 milliards de FCFA au 31 décembre 2015 contre 93 milliards de FCFA en 2014; soient 45.6% des dépenses totales du ministère (hors salaires), 69% des crédits délégués du secteur de l'éducation et 52% des crédits délégués globaux réalisés pour l'ensemble du budget de l'Etat. Ainsi, selon la nature des dépenses réalisées, les crédits délégués représentent en moyenne 17.6% des dépenses de fonctionnement du ministère, 99.4% pour les subventions/transferts et 65.2% pour les dépenses d'investissement publics. Cette décomposition des crédits délégués par nature de dépense confirme l'importance de l'offre d'éducation dans les régions et départements, autre que la capitale (Niamey) d'une part et la délégation de la gestion des pécules des contractuels de l'enseignement par les structures déconcentrées d'autre part.

Au niveau du Ministère de l'enseignement secondaire, les dépenses totales représentent 41.63 milliards de FCFA en 2015, soit 2.8% des dépenses totales de l'état (hors dette) contre 3% en 2014. La contribution du financement extérieur au développement du secteur secondaire de l'éducation est de 1.9% et de 12% à la réalisation des investissements publics. La structure des dépenses publiques reste la même que pour l'enseignement primaire, avec une prépondérance des dépenses des ressources humaines, des subventions et des investissements publics.

Quant à la gestion du personnel et de la paie au niveau sectoriel, elles sont assurées par la direction de la solde du Ministère des finances en collaboration avec la direction des ressources humaines (DRH) du Ministère de l'Enseignement Primaire et les services techniques du Ministère de la fonction publique. Toutefois, le système informatique intégré de la gestion de la solde ne concerne que le Ministère des finances et celui de la fonction publique; les départements sectoriels ne sont pas encore connectés à cette application. Au niveau de l'effectif du personnel, les contractuels de l'éducation de base représente en moyenne plus de deux tiers du personnel. Ces contractuels de l'éducation de base sont régis par un statut particulier. Leurs rémunérations occupent une place prépondérante dans les dépenses de transferts courants et leurs processus de paiement desdits pécules impliquent plusieurs acteurs, plus que ceux impliqués dans la gestion de la solde des fonctionnaires du Ministère de l'Enseignement Primaire. Ces acteurs sont entre autres, les inspecteurs départementaux (qui élaborent d'abord les états de mandatement et puis les états de paiement), les Directeurs régionaux, les Gouverneurs des régions, les contrôleurs financiers régionaux et les payeurs du trésor (régionaux et/ou départementaux).

***Au regard des différents efforts enregistrés dans la mise en œuvre des actions de reformes d'une part et de l'engagement des autorités à élaborer et mettre en œuvre un plan intérimaire 2016 en attendant l'évaluation PEFA 2016 et la nouvelle stratégie d'autre part, la Délégation de l'UE estime que le Niger a réalisé des progrès satisfaisants dans la mise en***

***œuvre des réformes de la gestion des finances publiques et maintien son éligibilité à l'appui budgétaire en ce qui concerne cette condition générale.***

#### ***1.2.4. Transparence et vue d'ensemble du budget***

La transparence budgétaire et la diffusion de l'information budgétaire se sont substantiellement améliorées ces dernières années. Les autorités nigériennes ont multiplié les initiatives pour diffuser les informations budgétaires auprès des citoyens. Cela passe notamment par des relais de la société civile et l'organisation des réunions de présentation des projets de budget à la société civile, au secteur privé et aux PTFs. Par ailleurs, les documents budgétaires et les exposés de motifs des lois des finances ainsi que les rapports périodiques (trimestriels et annuels) d'exécution budgétaire sont désormais régulièrement publiés sur le site web de l'Institut National de la Statistique ([www.stat-niger.org](http://www.stat-niger.org)), du Ministère des finances ([www.finances.gouv.ne](http://www.finances.gouv.ne)), et de la DGI (<http://www.impots.gouv.ne>). Un résumé sommaire des exposés de motifs des lois de finances est également inséré dans les journaux. Les lois de finances sont également publiées au Journal Officiel, qui est édité et librement accessible aux citoyens. Les rapports annuels et trimestriels d'exécution du budget de l'Etat ainsi que les lois de règlement sont régulièrement élaborés et publiés. Le délai de mise en ligne des documents budgétaires a été réduit au cours de la gestion 2015. Par ailleurs, un effort important a été observé dans le rattrapage des retards dans la production et l'adoption des comptes de gestion et des lois de règlement, avec la transmission de la loi de règlement de l'exercice 2013 à l'Assemblée nationale et la transmission des comptes de gestion 2014 à la Cour des comptes en septembre 2015. Ces progrès ont permis d'améliorer la notation du Niger au niveau de l'indice de budget ouvert (IBO) dont la note est passée à 17/100 contre 4/100 en 2012. Malgré cette évolution positive, la note du Niger reste très inférieure à celle du Mali (46/100), du Burkina Faso (43/100) et du Benin (45/100).

Le Parlement a approuvé en mars 2014 la loi sur la transparence budgétaire. Les débats de l'Assemblée Nationale sur le projet de loi de Finances et son adoption sont publics et couverts par les radios et la télévision nationale. En 2014, la Direction Générale des Marchés Publics a été réorganisée et de nouveaux textes responsabilisant les membres des commissions ont été adoptés. Concernant les contrôles de la Cour des Comptes, celle-ci a vu ses effectifs renforcés en 2013 avec la nomination de 13 nouveaux Conseillers. La 4<sup>e</sup> Chambre de la Cour, chargée de la discipline budgétaire et financière, a démarré ses activités et a diffusé le rapport 2012. En 2015, l'Inspection des Finances est devenue une entité autonome au lieu d'une Direction Générale. Les rapports publics généraux de la Cour des comptes et de l'IGF ainsi que ceux de l'audit des marchés publics sont régulièrement publiés et mis en ligne. La Direction Générale du Contrôle Financier a également été réorganisée et a vu la création des postes de contrôleurs financiers régionaux.

**Globalement, même si des mesures restent à réaliser, il existe une volonté et une dynamique effective l'amélioration et la transparence. Le point d'entrée pour le critère relatif à la transparence budgétaire est considéré comme étant respecté.**



## 2. RISQUES ET HYPOTHESES

Catégorie de risque	Niveau	Mesures d'atténuation
Vulnérabilité aux épisodes climatiques et aux variations des prix internationaux des produits miniers et alimentaires	<b>Elevé.</b> La vulnérabilité aux chocs extérieurs constitue la principale faiblesse de l'économie nigérienne	Appui au Dispositif national de gestion et prévention des crises alimentaires afin de réduire la vulnérabilité des populations et d'assurer un financement plus stable de la réponse aux crises
Croissance démographique galopante	<b>Elevé,</b> risquant d'anéantir tous les efforts en vue du développement socio-économique du pays	Politiques de planification familiale, promues également par le dialogue politique
Déstabilisation politique et sociale consécutive à une éventuelle violence post-électorale	<b>Moyen,</b> mais susceptible d'une dégradation rapide compte tenu du climat de crispation politique qui prévaut dans le pays, et des difficultés qu'ont les structures institutionnelles à s'affranchir des positions partisans.	Amélioration de la qualité du dialogue entre la classe politique à travers les mécanismes existants notamment le CNDP (Conseil National du Dialogue Politique). Renforcement des capacités de la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante)
Aggravation de l'insécurité en lien avec la situation dans la sous-région	<b>Elevé,</b> malgré les mesures adoptées au niveau national, et de la dynamique de gestion de l'insécurité dans un cadre régional	Maintien des mesures sécuritaires et de la concertation au niveau régional
Le niveau de recettes internes ne correspond pas aux prévisions budgétaires	<b>Elevé.</b> La mobilisation des recettes domestiques reste modeste, malgré une certaine maîtrise des exonérations. En conséquence, les hypothèses de financement de la politique de développement, qui reposent sur une progression sensible du taux de pression fiscale peuvent se révéler surestimées.	L'amélioration du taux de pression fiscale, passant de 18,4% du PIB en 2015 à 18,6% en 2016 traduit une augmentation des recettes fiscales qui résulte des mesures de renforcement de l'administration fiscale et douanière
Failles dans le système de gestion du secteur public susceptibles d'être exploitées à des fins de corruption, y compris dans le secteur de l'éducation	<b>Moyen.</b> Le gouvernement a entrepris une série de réformes afin de combler le problème de la mais qui tardent à donner des résultats	Soutien politique et technique aux initiatives du gouvernement dans la lutte contre la corruption et à la mise en place de systèmes de suivi des recommandations de la Cour de Comptes et d'autres instances de contrôle

Baisse dans les ressources budgétaires allouées au secteur de l'éducation	<b>Moyen.</b> Le gouvernement a contribué de manière constante voire croissante au secteur de l'éducation en y allouant une partie importante de son budget. Les PTF y contribuent également. Toutefois les aléas du contexte sécuritaire pourraient amener à une diversion des ressources vers d'autres priorités que l'éducation	Dialogue politique des PTF avec le Gouvernement
Faiblesse du leadership dans la mise en place de politiques en faveur des groupes vulnérables	<b>Moyen.</b> Le gouvernement a initié des mesures visant la réduction des disparités et la protection des droits des groupes vulnérables, telles que des lois en faveur de la scolarisation des filles, de lutte contre le mariage précoce, mais les avancées dans la finalisation du processus législatif et son application sont limitées	Action gouvernement et société civile. Dialogue politique
Faible capacité pour la mise en œuvre des politiques publiques et des réformes dans le secteur de l'éducation	<b>Moyen.</b> Bien que le secteur ait enregistré des progrès importants dans le secteur, des insuffisances persistent en matière de coordination, planification, gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Renforcement des capacités des acteurs concernés à travers l'appui complémentaire; dialogue politique

## HYPOTHESES

- Stabilité politique, institutionnelle et sécuritaire, qui pourraient être compromises en cas de non-intervention;
- Maintien de l'engagement du Gouvernement dans les secteurs sociaux, spécialement l'éducation;
- Maintien et renforcement du dialogue politique avec le Gouvernement du Niger;
- Maintien et renforcement de l'orientation réformatrice dans l'éducation;
- Maintien et renforcement de la gestion dans la réforme des finances publiques, notamment en ce qui concerne la mobilisation des ressources intérieures et extérieures et la qualité de la dépense.

## 3. ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

### 3.1. Enseignements tirés

La mise en œuvre du programme s'appuie, d'une manière générale, sur les enseignements tirés des conventions précédentes d'appui budgétaire général, à savoir: la nécessité d'établir un lien de confiance pour un dialogue ouvert et sincère sur les politiques, la puissance limitée de l'appui budgétaire en tant que levier s'il n'y a pas une appropriation adéquate de la part des autorités<sup>1</sup>, la pertinence des indicateurs et la disponibilité de sources de vérification fiables comme pièce maîtresse pour bâtir un dialogue constructif.

D'une manière plus spécifique, l'action s'appuie sur des leçons apprises de la mise en œuvre du PDDE, qui ont également orienté le PSEF: (i) l'important élargissement de l'offre ne s'est pas fait de manière uniforme, en termes d'accès et de maintien dans le système éducatif de

<sup>1</sup> Synthesis of Budget Support Evaluations, November 2014

certaines groupes (comme les filles et les résidents en milieu rural), et en termes de qualité de l'enseignement, qui a plutôt stagné ou s'est même détériorée; (ii) la gouvernance du secteur, de tendance conservateur et politisé, reste faible, surtout en ce qui concerne la coordination, la planification et la gestion des ressources humaines et financières ce qui représente un obstacle à la pérennisation des bonnes pratiques; (iii) des questions pourtant essentielles pour assurer la qualité du système ont été négligées, telles que le suivi du temps scolaire, le processus de décentralisation y inclus en ce qui concerne la dépense (ex. paiement des enseignants), la gestion de carrière des enseignants, le soutien et suivi pédagogique des établissements scolaires et du personnel, et les processus de qualité dans la production des données statistiques; (iv) le potentiel des Comités de Gestion Scolaire COGES, aujourd'hui Comités de Gestion Décentralisée des Etablissements Scolaires CGDES, créés en 2003, n'a pas encore été suffisamment exploité, alors que s'ils étaient renforcés il ouvriraient la voie à une plus grande décentralisation et à une participation plus large à la gestion de l'école, et donc indirectement à un meilleur suivi de la qualité de l'éducation; (v) si la concentration des PTF dans l'enseignement primaire a contribué à l'amélioration de l'accès à l'éducation de base, d'autres segments de l'éducation, pourtant structurants pour la mise en place d'un système soutenable, sont négligés et sous-financés, comme le développement de la petite enfance, de l'enseignement technique et professionnel et de l'enseignement secondaire.

### **3.2. Complémentarité, synergie et coordination des bailleurs de fonds**

L'action s'inscrit, au travers des réformes promues et de l'appui complémentaire, dans la continuité et dans l'approfondissement de la composante « éducation » du CBGD/SBC I, qui avait déjà ciblé les problématiques de l'accès, de la qualité et de la gouvernance (ex. statistiques) au niveau de l'enseignement de base. L'harmonisation de l'aide est assurée par le fait que l'action s'inscrit dans le cadre institutionnel et stratégique défini par le PSEF. En termes de coordination du PSEF, son pilotage est basé à la Primature, s'organise aux niveaux central et régional et repose sur des instances d'orientation et de suivi technique impliquant les six ministères sectoriels concernés, ainsi que le Ministère de l'Economie et des Finances, les PTF et les Organisations de la Société Civile (OSC). Des groupes thématiques (GT/GPLE), portant sur la gouvernance, pilotage et planification régionale, la qualité et l'accès, ont été mis en place en 2015, et sont partiellement opérationnels.

La coordination et le dialogue politique du secteur de l'éducation entre les PTF et le Gouvernement sont assurés par un cadre de partenariat spécifique. Ce dispositif, dont le chef de file est l'AFD, se réunit régulièrement, et son travail est facilité par un Secrétariat permanent. Son objectif général est de renforcer la concertation entre ces parties et d'améliorer la mobilisation et l'utilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre du PSEF à travers un cadre harmonisé, en cohérence avec la stratégie de développement du pays.

Un acteur majeur est le partenariat développé PAEQ (PME, BM, AFD, Suisse), ainsi que les acteurs impliqués dans le processus de mise en place progressive du nouveau fonds commun sectoriel extrabudgétaire, conformément aux orientations du PSEF: Luxembourg dans une première phase, qui interviendra dans le sous-secteur de l'enseignement technique et professionnel dans la perspective de l'élargissement de cet instrument aux autres sous-secteurs. Des synergies et complémentarités seront essentielles entre l'appui de l'UE et les autres acteurs engagés autour de ce mécanisme, sous le leadership et la coordination du gouvernement et dans le cadre de référence commun qu'est le PSEF.

La complémentarité et la synergie de l'action avec les interventions des autres PTF sont également assurées, en ce qui concerne les questions générales liées à l'instrument de l'aide, par la poursuite du mécanisme de coordination des bailleurs de fonds intervenant sous forme d'appui budgétaire mis en place sous l'initiative de l'UE et de la Banque Mondiale. D'une manière plus spécifique, en ce qui concerne la coordination des donateurs en matière de

finances publiques, le rôle de chef de file est assuré par la Délégation de l'UE. En outre, la mise en place d'un cadre de concertation Etat/PTF pour les programmes d'appui budgétaire semble pouvoir finalement aboutir suite à la fusion des Ministères des Finances et du Plan. Cette action s'inscrit également dans le processus de programmation conjointe qui doit guider le futur de la politique de coopération au développement de l'UE au Niger. En effet, les secteurs sociaux ont été identifiés comme un des trois axes prioritaires d'intervention européenne. Le programme reste aussi complémentaire aux autres programmes et actions FED en cours et à venir, notamment le Contrat relatif à la construction de l'appareil de l'Etat (SBC II) et l'appui budgétaire sectoriel à la sécurité alimentaire.

### **3.3. Questions transversales et autres**

La prévention/gestion des conflits : Le Niger est caractérisé par une multiplicité des facteurs de risques de conflits qui compromettent ses efforts de développement. Leur récurrence et leur impact sur la paix et la sécurité ont été mis en évidence par l'analyse des facteurs des conflits réalisée par les Nations Unies en 2014. Les divers mécanismes mis en place pour les prendre en charge se caractérisent par l'absence d'interaction entre eux faute d'un cadre approprié assurant une convergence des actions. Dans le domaine de l'éducation en particulier, sont fréquents les conflits collectifs (revendications, grèves et manifestations des enseignants – surtout les contractuels – d'une part, et des élèves et étudiants d'autre part); ceci influe d'autre part sur la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage (en termes de temps scolaire et de motivation réduits) ainsi que sur la dépense publique. La définition de mesures allant vers la résolution des problèmes de fond du secteur, qui font l'objet des revendications, ainsi que l'amélioration des espaces de dialogue, sont nécessaires pour inverser cette tendance.

La lutte contre la corruption : La corruption est un sujet de grande préoccupation au Niger du fait de son ampleur et de son caractère multidimensionnel mis en évidence par les résultats de diverses études et rapports. Outre la diminution de la qualité des services et la déstabilisation des choix stratégiques qu'induit la corruption, celle-ci perturbe aussi l'efficacité des mécanismes de contrôle. Ce dernier point est particulièrement valable en ce qui concerne le secteur de l'éducation, qui de par sa nature présente des facteurs de risque élevés (volume important de processus de passation de marchés pour la construction des écoles, et de recrutements des enseignants titulaires et contractuels, ainsi que suivi au niveau local de leur présence et performance), d'autant plus qu'il absorbe une partie considérable du budget de l'Etat. Les réformes du secteur devront prendre en compte ces facteurs au niveau de leur conception et mise en œuvre.

Le genre : En dépit de la ratification par le Niger des conventions internationales qui prônent l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, de la mise en place d'une Politique Nationale Genre, ainsi que de l'existence de dispositions constitutionnelles qui vont dans le sens de cette égalité des chances, l'analyse des rapports de genre fait état de disparités significatives en faveur des hommes, comme le montre l'Indice d'égalité de genre (opportunités économiques, développement humain, lois et institutions) qui classe le pays à la 149<sup>ème</sup> place en 2013. Les femmes, en milieu rural notamment, souffrent d'une certaine marginalisation qui réduit leur accès aux opportunités diverses - au point que la pauvreté a un visage féminin au Niger. La prise en compte des questions de genre est pourtant essentielle pour la consolidation de la stabilité économique et le progrès social du pays. En particulier, l'amélioration de l'accès des filles, surtout les plus vulnérables - dont celles résidentes en milieu rural - à l'éducation, est déterminant pour le développement social, la lutte contre le mariage précoce et le renforcement de l'Etat de droit, la maîtrise démographique et le développement économique à travers leur autonomisation.

## 4. DESCRIPTION DE L'ACTION

### 4.1. Objectifs/résultats

L'**objectif global** du programme est d'aider le gouvernement du Niger à éradiquer la pauvreté, à promouvoir une croissance durable et inclusive et à consolider et améliorer la gouvernance démocratique et économique.

Cet objectif global est en ligne avec les orientations du Programme Indicatif National et les l'Objectifs de Développement Durable 4 "Garantir une éducation de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous" et 5 "Parvenir à l'égalité entre les sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles". Le programme contribuera ainsi à la mise en œuvre du Plan d'Actions de La Valette, en particulier dans le domaine 1.1 "Investir dans le développement et l'éradication de la pauvreté" et permettra de réduire dans le futur les flux migratoires irréguliers. En effet, il contribuera d'une part à améliorer les conditions pour le développement socio-économique du pays, compte tenu de son appui au système de l'éducation dans une approche holistique (incluant tant l'éducation de base que la formation professionnelle et l'enseignement supérieur), et d'autre part à renforcer la résilience par le ciblage des zones de départ de migrants et des plus vulnérables (en particulier les filles et les populations résidentes en milieu rural), y inclus les personnes déplacées.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Accroître la capacité du gouvernement en vue de la réalisation des objectifs fixés en matière de politique sectorielle dans l'éducation;
- Répondre aux besoins essentiels de la population pour un accès élargi et équitable à une éducation de base de qualité.

Les produits attendus de cette intervention sont les suivants:

OS1 / Produit 1 - Gestion des ressources humaines du secteur de l'éducation améliorée, notamment par une meilleure connaissance (recensement) et suivi (base de données et états du personnel) de l'ensemble du personnel enseignant d'une part, et la mise en place et opérationnalisation d'un dispositif de gestion de l'absentéisme des enseignants d'autre part (ce qui impacte à la fois sur le temps d'apprentissage des élèves et sur les finances publiques);

OS1 / Produit 2 - Gestion des ressources financières du secteur de l'éducation améliorée, en particulier par la mise en place d'un système de paiement des enseignants déployés dans les régions du pays plus adapté aux besoins réels, compte tenu des effets néfastes de l'existant en termes d'absentéisme et d'efficacité et efficience (y inclus sur les finances publiques, vu le nombre très élevé des enseignants, surtout contractuels, affectés en dehors des centres urbains);

OS2 / Produit 1 - Gestion de la qualité des apprentissages scolaires renforcée, notamment par la mise en place et l'opérationnalisation d'un dispositif national de suivi des acquis scolaires, à partir des leçons apprises par les expériences d'évaluation menées au niveau régional (PASEC);

OS2 / Produit 2 - Qualité de l'enseignement améliorée, par le rehaussement progressif du niveau de qualification du personnel enseignant, en particulier des contractuels, conformément aux standards définis par la politique du secteur.

## **4.2 Principales activités**

### **4.2.1 Appui budgétaire**

Les activités principales comprendront :

- le transfert de 72 000 000 EUR d'appui budgétaire au cours des exercices budgétaires de 2016 à 2020;
- un dialogue continu avec le gouvernement sur la politique et les actions à mener, dans les domaines visés par les objectifs du programme;
- des efforts soutenus pour renforcer les capacités du gouvernement en matière de gestion des finances publiques (GFP), au travers notamment du programme d'appui complémentaire;
- un dialogue continu entre la Délégation de l'UE et les autres bailleurs de fonds pour coordonner et mieux aligner la coopération UE au développement afin d'éviter la redondance des activités et d'alléger les obligations de « reportage » qui pèsent sur le gouvernement;
- la surveillance régulière des critères d'éligibilité à l'appui budgétaire:
  - le suivi des développements macroéconomiques sera effectué dans le contexte des missions semestrielles du FMI et lors d'autres évaluations pertinentes, ainsi que dans le cadre d'un dialogue permanent avec le FMI;
  - les performances en matière de discipline budgétaire et d'exécution budgétaire seront évaluées régulièrement pour vérifier qu'elles ne s'écartent pas sensiblement des objectifs convenus ou qu'elles n'impactent pas la stabilité macroéconomique globale. Cette surveillance s'exercera à l'occasion de réunions régulières avec le gouvernement et les donateurs, dont le FMI;
  - le suivi des performances dans le domaine de la GFP sera réalisé sur la base de l'analyse GFP-PEFA, des rapports du FMI/Fonds africain de développement (FAD), conformément à la feuille de route nationale établie pour les réformes de la GFP, et à partir d'autres analyses régulières ou ad hoc provenant du FMI, d'autres partenaires au développement ou organismes pertinents;
  - le suivi de la réalisation des principaux objectifs nationaux de développement se basera sur les rapports d'avancement annuels et d'autres évaluations faites par l'UE ou des partenaires au développement;
  - le suivi de la transparence budgétaire sera réalisé à travers la vérification de la mise à la disposition du public de la documentation appropriée.

### **4.2.2 Appui complémentaire**

L'action comprend un volet d'appui complémentaire de 5 000 000 EUR, qui aura pour objectif premier de soutenir les processus nationaux internes visant à promouvoir le développement des capacités au niveau individuel, organisationnel et national, en vue de la mise en œuvre efficace de l'action. Une assistance technique sera recrutée à cette fin. Cette assistance technique pourra être appelée à remplir d'autres rôles, comme la fourniture de conseils, l'appui à la mise en œuvre et la facilitation ou la préparation de la coopération de l'Union Européenne.

L'appui visera en particulier le développement des capacités de gouvernance et de gestion des politiques et du budget dans le secteur de l'éducation. Il s'agira notamment de renforcer les capacités institutionnelles et techniques des parties prenantes en charge de la mise en œuvre de l'action en matière de coordination, de planification, de programmation, de gestion budgétaire, d'information et de suivi des performances. Parmi les sujets sur lesquels l'appui permettra de mobiliser, à la demande, de l'expertise externe en vue d'atteindre les objectifs

escomptés de l'action et in fine du renforcement du système éducatif, se trouvent à titre d'exemple: la planification des ressources physiques et humaines (ex. révision de la carte scolaire), le renforcement du cadre institutionnel (ex. diagnostic institutionnel et révision du PSEF), la mise en place du cadre de gestion des ressources humaines de l'éducation (ex. recensement du personnel enseignant, appui à l'implémentation d'outils pour sa gestion), mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités (ex. appui à l'élaboration de modules de formation pour les ENI), renforcement des capacités pour la production de statistiques fiables en temps opportun.

#### **4.3 Logique d'intervention**

La logique d'intervention consiste à créer un espace budgétaire (via le transfert financier de 72 000 000 EUR en quatre tranches décaissées entre 2016 et 2019), à soutenir le dialogue technique et politique sur les réformes dans le secteur de l'éducation à travers le renforcement des instances existantes, à développer les capacités de gouvernance, de gestion et de mise en œuvre de l'Etat par l'appui complémentaire. En effet, ces intrants permettront d'une part d'augmenter la part de l'aide extérieure disponible dans le budget national, dont celle réservée au secteur de l'éducation, et de renforcer sa prévisibilité tout en réduisant les coûts de transaction, et d'autre part d'améliorer le dialogue sur les réformes essentielles, en particulier celles relatives à l'éducation de base. La priorité sera donnée à la gestion des ressources humaine et financières du secteur, ainsi qu'au renforcement de la qualité des apprentissages et de l'enseignement. Ceci contribuera, en plus qu'à une utilisation plus efficace et efficiente des ressources et à une meilleure qualité de la dépense publique et coordination et gestion de l'aide extérieure dans le domaine visé, à accroître la capacité du gouvernement en vue de la réalisation des objectifs fixés en matière de politique sectorielle dans l'éducation, et de répondre aux besoins essentiels de la population pour un accès élargi et équitable à une éducation de base de qualité, en ciblant en particulier les filles et les enfants résidant en milieu rural. A travers cet appui dans le secteur de l'éducation, l'appui budgétaire de l'UE aidera le gouvernement du Niger, dans le long terme, à relever les défis de l'éradication de la pauvreté et de la promotion d'une croissance durable et inclusive, ainsi que de la consolidation et amélioration de la gouvernance démocratique et économique.

Les critères d'éligibilité et indicateurs de décaissement feront l'objet d'un suivi rapproché qui permettra en même temps d'identifier les avancées réalisées dans les réformes sectorielles qui seront promues et appuyées par le programme. Toutefois, ce suivi ne remplace pas le dialogue sur la politique sectorielle, beaucoup plus large et inclusive, et qui aura lieu dans les cadres de dialogue déjà existants. Les politiques visant l'égalité des genres et les droits de filles à l'éducation ont été prises en compte dans la préparation du programme, au niveau des indicateurs et des domaines prioritaires d'intervention, elles seront aussi un élément essentiel du dialogue sectoriel et politique de haut niveau autour de l'appui budgétaire. Le contrôle de la croissance démographique nécessite d'une bonne éducation des filles, qui aurait aussi comme corolaire une réduction des mariages précoces. Cet ensemble d'interventions peut contribuer à créer les bases pour une meilleure maîtrise de la croissance démographique.

La logique d'intervention est en synergie avec les engagements politiques du gouvernement à moyen terme (PSEF 2014-2024) et les processus de réforme en cours dans le domaine visé, qui constituent autant de cadres d'opportunités sur lesquels appuyer le programme, notamment, la mise en œuvre de la politique de réforme du système éducatif, de la politique économique et financière du gouvernement, et de la mise en œuvre des réformes.

## **5. MISE EN ŒUVRE**

### **5.1 Convention de financement**

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de Partenariat ACP-UE.

### **5.2 Période indicative de mise en œuvre**

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.1 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

### **5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire**

#### ***5.3.1 Motivation des montants alloués à l'appui budgétaire***

Le montant alloué est de 72 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et de 5 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire. Ce montant repose sur la pertinence de la politique en matière d'éducation, sur l'évaluation des besoins, du niveau d'engagement budgétaire de l'Etat et de la capacité d'absorption du secteur, sur ses performances dans le cadre de l'appui budgétaire précédent (CBGD/SBC I), de sa cohérence avec les autres interventions en cours ou prévues de l'UE et des bailleurs de fonds actifs dans le secteur.

En particulier, l'action permettra d'accompagner les politiques sectorielles clés définies par le gouvernement nigérien, notamment par un dialogue politique sectoriel transparent et efficace sur les réformes structurantes prévues par le PSEF, un suivi incitatif sur les résultats et le soutien à la coordination interministérielle et des bailleurs de fonds autour d'objectifs sectoriels communs.

#### ***5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire***

a) Les conditions générales de décaissement de toutes les tranches sont les suivantes:

- (a) Progrès satisfaisant dans la mise en œuvre du Programme sectoriel pour l'éducation et la formation (PSEF), maintien de la crédibilité et de la pertinence de cette politique;
- (b) Mise en œuvre d'une politique macroéconomique crédible axée sur la stabilité ;
- (c) Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre du programme de réforme de la gestion des finances publiques en cours en général et en particulier dans le secteur de l'éducation;
- (d) Progrès satisfaisants en ce qui concerne la mise à la disposition du public, en temps utile, d'informations budgétaires exhaustives et fiables.

b) Les conditions particulières de décaissement susceptibles d'être appliquées aux tranches variables portent sur les domaines suivants: accès équitable à l'éducation de base (réduction des disparités basées sur le genre dans l'accès à l'éducation, réduction des disparités basées sur le milieu de résidence dans l'accès à l'éducation); qualité de l'éducation de base (renforcement de l'efficacité du système scolaire, notamment en faveur des groupes vulnérables, suivi des



apprentissages à travers l'évaluation des acquis scolaires, amélioration du temps d'apprentissage à travers la réduction de l'absentéisme des enseignants, amélioration du niveau de qualification des enseignants); gouvernance et pilotage du secteur de l'éducation (mise à jour du Programme sectoriel pour l'éducation et la formation, amélioration de la gestion des ressources humaines, mobilisation des ressources nécessaires en faveur de l'éducation).

Les cibles et indicateurs de performance retenus pour les décaissements seront applicables pendant toute la durée du programme. Cependant, dans des circonstances dûment justifiées, une demande de modification des cibles et indicateurs pourra être présentée par l'Ordonnateur national à la Commission. Les modifications convenues pourront être autorisées par un échange de lettres entre les deux parties.

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être officiellement suspendus, temporairement suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

### 5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en Francs CFA (XOF) sera exécutée aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

Les décaissements seront effectués selon une tranche fixe et variable annuelle par an en 2016, 2017, 2018 et 2019 d'après le calendrier indicatif suivant :

(Millions EUR)	2016	2017	2018	2019	Montant total
<b>Tranche fixe</b>	12,00	10,00	10,00	4,00	<b>36,00</b>
<b>Tranche variable</b>	4,50	10,75	11,50	9,25	<b>36,00</b>
<b>Montant total</b>	<b>16,50</b>	<b>20,75</b>	<b>21,50</b>	<b>13,25</b>	<b>72,00</b>

## 5.4 Modalités de mise en œuvre pour l'appui complémentaire

### 5.4.1 Passation de marchés (gestion directe)

Objet	Type	Nombre indicatif de contrats	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Assistance technique long terme auprès du Ministère de l'Enseignement Primaire et Assistance technique perle au profit du secteur de l'éducation (études ponctuelles de conception et de dissémination d'outils, formations)	Services	1	2017Q1
Assistance technique relative à la gestion des ressources humaines du secteur de l'éducation	Services	3	2018Q1

## 5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

## 5.6 Budget indicatif

	<b>Contribution de l'UE (montant en EUR)</b>
<b>5.3 Appui budgétaire</b>	<b>72 000 000</b>
<i>Tranches Fixes</i>	<i>36 000 000</i>
<i>Tranches Variables</i>	<i>36 000 000</i>
<b>5.4 Appui complémentaire</b>	<b>4 500 000</b>
5.4.1.3 Passation de marchés (gestion directe) - <i>Assistance technique long terme auprès du Ministère de l'Enseignement Primaire</i> - <i>Assistance technique relative à la gestion des ressources humaines du secteur de l'éducation</i>	<i>4 500 000</i>
<b>5.9 Évaluation</b>	<b>150 000</b>
<b>5.10 Audit</b>	<b>150 000</b>
<b>5.11 Communication et Visibilité</b>	<b>100 000</b>
<b>Provision pour imprévus</b>	<b>100 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>77 000 000</b>

## 5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le suivi du programme aura lieu dans le cadre d'une part d'un Comité de pilotage, qui se réunit une fois par an, présidé par l'Ordonnateur national en collaboration avec le Ministère de l'Enseignement Primaire, de l'Alphabétisation, de la Promotion des Langues Nationales et de l'Education Civique (MEP/A/PLN/EC); parmi les membres seront les autres ministères qui participent à la mise en œuvre du PSEF. La Délégation siège en qualité d'observateur. Le suivi aura lieu également dans le cadre des instances de pilotage et de coordination du PSEF.

Le suivi régulier du programme est assuré par le Ministère de l'Economie et des Finances à travers la cellule de l'Union Européenne, en collaboration avec les départements pertinents du MEP/A/PLN/EC, ainsi que les autres structures concernées par cet appui.

A ce titre, un groupe technique restreint pour le suivi des appuis budgétaires, y compris sa composante d'appui institutionnelle, sera mis en place, réunissant les représentants du

Ministère de l'Economie et des Finances dont la Cellule Union Européenne, du MEP/A/PLN/EC et de la Délégation de l'UE. Ce groupe de travail se réunira régulièrement afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre du programme et en particulier d'examiner et de finaliser les requêtes de décaissement.

## **5.8 Suivi des résultats et rapports**

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet) ou la liste d'indicateurs de résultat (pour l'appui budgétaire). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

## **5.9 Évaluation**

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à une évaluation à mi-parcours conjointe avec le partenaire de mise en œuvre, et une évaluation finale de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants. Elles seront réalisées à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du contexte institutionnel et de coordination interministérielle du secteur de l'éducation dans le cadre du PSEF.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 3 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge des évaluations, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux personnes ressources de l'administration concernées par l'action.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'évaluation au titre d'un contrat-cadre, après six mois depuis la fin de la mise en œuvre opérationnelle de la convention de financement.

## 5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour la composante d'aide complémentaire du présent programme.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'audit au titre d'un contrat-cadre, au plus tard avant la fin de la mise en œuvre opérationnelle de la convention de financement.

## 5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

Dans le cadre de la présente action, les actions de communication et visibilité seront conjointement définies par les ministères techniques, l'ON et la DUE, et mises en œuvre par le biais de contrats de services.

Objet	Type	Nombre indicatif de contrats	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure	Montant total
Contrat de services de communication et visibilité des activités de l'action	Contrat de Services	1	2018Q1	100 000 EUR

**APPENDICE – Liste indicative des indicateurs de résultat du Contrat de réforme sectorielle dans l'éducation (CRS Education)**

	Logique d'intervention	Indicateurs	Lignes de base	2016	2017	2018	2019	Source
<b>Objectifs globaux</b>	Aider le gouvernement du Niger à : - Eradiquer la pauvreté et promouvoir une croissance durable et inclusive; - Consolider et améliorer la gouvernance démocratique et économique.	Le statut du Nouveau programme FMI	Programme FEC (FMI) finalisé en 2016		Adoption nouveau programme FMI			Rapport Conseil d'Administration FMI Rapports des revues
		Progrès dans l'atteinte des objectifs PDES 2016-2020 en matière de réduction de la pauvreté	Nouveau PDES en cours d'élaboration	<45%	- 2 points	- 0.5 points	- 0.5 points	Rapports annuels de mise en œuvre du PDES
<b>Objectifs spécifiques</b>	OS 1 - Accroître la capacité du gouvernement en vue de la réalisation des objectifs fixés en matière de politique sectorielle dans l'éducation	1.1. Part du budget de l'Etat exécutée dans le secteur de l'éducation (*)	17.2%		18%	19%	20%	Loi des Finances Rapport d'exécution du budget d l'Etat au 31 décembre
		1.2. Statut du PSEF mis à jour	Version du PSEF validée en 2013	PSEF pour la période de 2016-2024 mis à jour				Compte rendu signé de l'atelier de validation de la mise à jour du PSEF
	OS 2 - Répondre aux besoins essentiels de la population pour un accès élargi et équitable à une éducation de base de qualité	2.1. TBS des filles Base 1 (*)	68% (2015)	69%	70%	71%	72%	Annuaire statistique MEP /PLN/A/EC
		2.2. TBS des filles Base 2 (*)	24,2% (2015)		26,2%	27,2%	28,2%	Annuaire statistique MES

		2.2. TBS en milieu rural Base 1 (*)	63,6% en 2015		65,6%	66.6%	67.6%	Annuaire statistique MEP /PLN/A/EC
		2.4. TAP global (*)	73,8% (2015)	75,3%				Annuaire statistique MEP /PLN/A/EC
		2.5. TAP des filles en milieu rural (*)	53,2% (2015)		55,2%	56,2%	57,2%	Annuaire statistique MEP /PLN/A/EC
<b>Produits induits</b>	OS1 / Produit 1 - Gestion des ressources humaines du secteur de l'éducation améliorée	1.1.1. - Architecture et plateforme de la base de données de gestion des ressources humaines sur l'ensemble du personnel enseignant	Une ébauche de base de données intégrée existe, en vue de son alimentation avec des données actualisées sur le personnel enseignant et l'amélioration de leur gestion		BD GRH validée par les MEP, MF et MFP/RA			Compte rendu de la réunion technique ou atelier de validation conjoint
		1.1.2. - Statut d'une base de données de gestion des ressources humaines intégrant les résultats du recensement des enseignants				Recensement de l'ensemble du personnel enseignant intégré à la nouvelle base de données		Compte rendu de l'atelier de validation conjoint de la BD intégrant les données du recensement
		1.1.3. - Etat du personnel éducatif commun (MEP, MF, MFP/RA)					Etat du personnel prenant en compte des mesures correctives validé	Compte rendu de l'atelier de validation d'un état du personnel éducatif commun

		1.1.4. - Statuts d'un dispositif de suivi de l'absentéisme et de sa mise en œuvre en vue de l'amélioration du temps d'apprentissage	Aucun dispositif cohérent et structuré pour la gestion de l'absentéisme n'existe		Texte réglementaire mettant en place et réactivant les mécanismes de suivi de l'absentéisme des enseignants adopté	Rapport de suivi et d'analyse de l'absentéisme disponible	Rapport de suivi et d'analyse de l'absentéisme disponible	<p>Arrêté d'adoption d'un texte réglementaire mettant en place et réactivant les mécanismes de suivi de l'absentéisme des enseignants</p> <p>Rapports annuels validés de suivi et d'analyse de l'absentéisme aux niveaux local et national, donnant lieu à des mesures de correction, transmis à la DUE</p>
	OS1 / Produit 2 - Gestion des ressources financières du secteur de l'éducation améliorée	1.2.1. - Etude sur les goulots d'étranglement liés au système de paiement des enseignants déployés en région	Aucune étude récente n'existe		Réalisation d'une étude sur les goulots d'étranglement liés au système de paiement des enseignants déployés dans les régions			Rapport final de l'étude transmis à la DUE

		1.2.2. - Statut d'un dispositif permettant la simplification des procédures de paiement des salaires des enseignants déployés en région, en vue de l'amélioration du temps d'apprentissage	Aucun système de paiement adapté aux besoins des enseignants en région n'existe			Mise en place d'un dispositif permettant la simplification des procédures de paiement des salaires des enseignants		Arrêté sur la mise en place d'un dispositif permettant la simplification des procédures de paiement des salaires des enseignants
OS2 / Produit 1 - Gestion de la qualité des apprentissages scolaires renforcée	2.1.1. - Statut du plan d'action des recommandations du PASEC	Le rapport global provisoire du PASEC 2014 existe et le rapport national est en cours d'élaboration		Validation d'un plan d'action pour la prise en compte des recommandations de l'évaluation du PASEC				Compte rendu de l'atelier de validation du plan d'action
	2.1.2. - Statut de la mise en œuvre d'un dispositif d'évaluation des apprentissages	Aucun dispositif d'évaluation nationale des apprentissages n'existe			Réalisation d'une évaluation nationale des apprentissages	Validation d'une évaluation nationale des apprentissages		Rapport provisoire (2018) transmis à la DUE  Compte rendu de l'atelier de validation de l'évaluation nationale
	OS2 / Produit 2 - Qualité de l'enseignement améliorée	2.2.1. - Nombre d'enseignants Base 1 diplômés des ENI (craie en main) / total enseignants craie en main	31 193/ 66 750 (54,2% en 2015)		56,2%	57,2%	58,2%	Annuaire statistique MEP /PLN/A/EC



<b>Produits directs</b>	OS1 / Produit direct 1 Accroissement du volume d'aide extérieure disponible dans le budget national	OS1.1. a. - Nombre de décaissements d'appui budgétaire effectués en respectant le calendrier	Paiements irréguliers	Calendrier convenu avec MF	Calendrier convenu avec MF	Calendrier convenu avec MF	Calendrier convenu avec MF	Comptes Rendus des réunions de concertation
	OS2 / Produit direct 1 Le dialogue sur les politiques sectorielles est renforcé	OS2.1.a - Nombre de réunions des cadres formels de dialogue sur les politiques du gouvernement et l'efficacité de l'aide dans le domaine de l'éducation	1 revue sectorielle tous les deux ans. 1 réunion du Comité de Pilotage PSEF par an. 2 réunions du GPLE par an. Groupes thématiques (GT) en place mais non effectifs	1 revue sectorielle . 2 réunions du Comité de Pilotage PSEF. 4 GPLE. 2 réunions de chacun des trois GT	1 revue sectorielle. 2 réunions du Comité de Pilotage PSEF. 4 GPLE. 4 réunions de chacun des trois GT	1 revue sectorielle. 2 réunions du Comité de Pilotage PSEF. 4 GPLE. 4 réunions de chacun des trois GT	1 revue sectorielle. 2 réunions du Comité de Pilotage PSEF. 4 GPLE. 4 réunions de chacun des trois GT	Comptes rendus des réunions